

HISTOIRE CONTEMPORAINE DU JAPON

L'histoire du Japon contemporain débute en 1868 à la restauration de *Meiji*.
Le cours reprend cependant en 1853 avec l'arrivée du commodore Perry.

I. BAKUMATSU (1853 – 1868).

1. L'ARRIVEE DES BATEAUX NOIRS, L'OUVERTURE DES PORTS ET LA SIGNATURE DES TRAITES.

Bakumatsu signifie « la fin du bakufu ». Cette période débute avec l'arrivée des bateaux noirs. La flottille de guerre du commodore Perry obligea le Japon à s'ouvrir.

Pendant toute la première partie du XIXe siècle, les Russes et les Américains ont tout essayé pour faire cesser le *sakoku* (politique de fermeture des frontières). Pour les Russes, la conquête du Japon entraînait dans une logique de guerre. Pour les Américains, le Japon n'avait que peu d'intérêt, si ce n'est que ce territoire se trouvait plutôt au milieu des routes commerciales qu'ils essayaient de créer avec le reste de l'Asie. Du fait de la guerre de l'Opium (1839 – 1842), les Anglais eux aussi louchaient du côté du Japon pour renforcer leur présence dans cette région. Cependant, toutes ces tentatives furent infructueuses.

Arrive, en juillet 1853, dans la baie d'*Edo*, Perry, envoyé par le président des Etats-Unis. Il apporte au *shôgun* plusieurs demandes du président, compilées dans une lettre. Elle déclenche un vent de contestation dans le pays qui entraîne la chute du shogounat. Ainsi, une intervention extérieure est la cause de la chute d'une institution ancestrale. Dès le XVIIIe siècle, par manque de réformes qui prennent en compte les évolutions de la société japonaise, le shogounat s'affaiblit. A la moitié du XVIIIe siècle, on passe d'une économie de subsistance à une économie d'échange (de monnaie y compris). La production agricole évolue, de la simple culture du riz à une diversification (coton, colza...). On assiste à la naissance d'une industrie rurale : les femmes et filles des paysans confectionnent des vêtements. Les marchands des villes s'enrichissent considérablement. Le système d'impôts reste basé sur les cultures vivrières et ne profite pas des nouvelles richesses. Pendant ce temps, certains seigneurs ont grossi et font de l'ombre au *shôgun*.

Ce dernier est désarmé face à Perry. Il consulte les *daimyô*. Les proches du *shôgun* parmi les plus réalistes estiment que le Japon ne peut rien faire d'autre que de gagner du temps. Mais d'autres fiefs, tel les *Mito*, au nord de *Edo*, veulent résister à tout prix. Les *Mito* sont à l'origine du *mitogaku*, école de pensée qui s'attache à définir la pensée japonaise, base du nationalisme. Ils créent le concept de *kokutai* (corps du pays), rassemblement de la nation autour de l'empereur. Les fiefs de *Chôshû* et *Satsuma* partagent ces idées. Mais le jeune *shôgun Tokugawa*, après avoir consulté l'empereur, accepte la demande de Perry.

Le traité de *Kanagawa* est signé en mars 1864. On donne vivres et combustible aux marins américains. Les ports de *Shimoda* (sud de *Isu*) et *Hakodate* (*Hokkaidô*) s'ouvrent au commerce avec les étrangers. Harris Townsend s'installe comme consul américain à *Shimoda*, et signe un deuxième traité plus complet, en faveur des Etats-Unis, en juillet 1868. Les grandes puissances de l'époque se pressent aux portes du Japon et demandent leur part du gâteau. De nombreux traités, que l'on appellera par la suite les « traités inégaux », lient (de force) le Japon aux Britanniques, aux Russes, aux Hollandais... Les autorités n'ont même pas le contrôle des droits de douane. Ces traités inégaux offrent aux *daimyô* rebelles une occasion de plus de manifester leur mécontentement.

2. *Sonnô jôï*.

« *Sonnô Jôï !* ». C'est le slogan des *daimyô* rebelles, « Vénérons l'empereur, expulsions les barbares ! ».

Le *bakufu* veut attirer les profits du commerce international, des jeunes samurai sont envoyés apprendre en Occident. Les rebelles suivent la même politique, ils critiquent l'ouverture mais envoient aussi leurs experts. Les *daimyô* ont toujours une longueur d'avance sur le *bakufu*. Dans un premier temps, la révolte est larvée. La tension monte d'un cran avec la purge de *Ansei*, opérée par le *shôgun* sous l'influence de *Ii Naosuke*. Une partie des opposants à la politique d'ouverture va être emprisonnée, dont le *daimyô* de *Mito*. Son fief, en retour, fait assassiner *Ii Naosuke*, juste à l'entrée du château d'*Edo* (1860).

Les *shishi* sont des jeunes *samurai* de *Satsuma*, fanatiques et xénophobes, qui parcourent les villes et s'en prennent aux étrangers. En 1862, à *Kagoshima*, un groupe de ces *shishi* attaque des marins anglais qui n'avaient pas fait preuve de suffisamment d'humilité face au *shôgun*, et en tuent quelques-uns. Le gouvernement anglais demande des réparations, le *daimyô* de *Satsuma* refuse, et les navires de guerre anglais mettent le feu à *Kagoshima*. Ils obtiennent finalement de lourds dommages et intérêts.

Le *daimyô* rebelle de *Chôshû*, dans le même temps, fait tirer sur les navires occidentaux qui croisent au large de *Shimonoseki*. Tant et si bien qu'en 1864, une flotte alliée vient détruire le port de *Shimonoseki*. Les *daimyô* rebelles tirent les conclusions de leurs échecs, pour finalement s'allier aux occidentaux contre le *shôgun*. *Satsuma* et *Chôshû*, les deux terribles, font un pacte secret.

3. *Satchô dômei* et la chute du *bakufu*.

Chôshû menait jusque-là une politique d'assassinats, et *Satsuma* était plus modéré. Ils ont tous les deux l'expérience des rapports avec les Occidentaux, et manipulent à leur guise le *shôgun*. Ils s'associent en mars 1866. C'est le *Satchô dômei* (mélange entre les noms *Satsuma* et *Chôshû*). Les deux armées réunies prennent possession de *Kyôto*. Le 3 janvier 1868, ils sont aux portes du palais impérial. *Tokugawa Yoshinobu* est le dernier *shôgun*. Il tente, depuis son accession au pouvoir en 1867, de réformer le régime. Les clans le forcent à restituer le pouvoir à l'empereur. Il déclare donc le *taisei hôkan*, pour gagner du temps, mais peu après la cour impériale émet un édit qui abolit le shogounat et proclame la restauration impériale. Les partisans du *shôgun* résistent pendant 6 mois (guerre civile de *bôshin sensô*), sont repoussés vers *Hokkaidô*, et se rendent en 1869 à *Goryôkaku*. Le 18 janvier 1868, la restauration commence.

II. RESTAURATION IMPERIALE ET MODERNISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE PENDANT LA PREMIERE MOITIE DE L'ERE MEIJI (1868 – 1889).

1. LA RESTAURATION IMPERIALE ET SES CONSEQUENCES.

1.1. Le nouvel ordre politique.

Les *samurai Satsuma* et *Chôshû* vont se réunir en conseil impérial et abolir les organes du shogounat. Dans ce conseil, on trouve l'empereur *Utsuhito*, quelques nobles, des *samurai* et les *daimyô* des clans *Satsuma*, *Chôshû*, *Tosa* et *Hizen*. La capitale est transférée de *Kyôto* à *Edo*. C'est à cette époque que l'on rebaptise *Edo* en *Tôkyô*, la capitale de l'est, tournée vers l'Occident. On assiste à un véritable retour en arrière politique. On retrouve l'Etat régi par les codes. Le 6 avril 1868, le nouveau pouvoir, pour rétablir l'ordre et rassurer la population, fait lire le serment impérial en 5 articles. C'est en quelque sorte le programme du nouveau gouvernement :

- Mise en place d'assemblées délibératives pour discuter publiquement des affaires d'Etat.
- Volonté de mobiliser tous les membres de la nation quelle que soit leur origine pour renforcer les finances (rejet du système néo-confucianiste de castes).
- Encourager tous les Japonais à réaliser leurs aspirations personnelles. Esprit capitaliste.
- Volonté d'abolir les coutumes archaïques et d'exister à un niveau international.
- Favoriser l'enrichissement du Japon par l'ensemble des savoirs du monde.

Sur le plan institutionnel, le 11 juin 1868 est promulgué le *seitaisho*, sorte de constitution. C'est en fait un document qui crée les organes de base du pouvoir, dont le *dajôkan*, conseil exécutif maître de la politique japonaise. Le terme même de *dajôkan* est assez ancien, mais le conseil s'inspire des modèles occidentaux. Au sein du conseil, on retrouve une quinzaine de personnes qui dirigent en oligarques, sans contrôle extérieur. A cette époque parmi les quinze seul le prince *Iwakura* vient de la cour impériale. Les autres sont des *samurai Satsuma* et *Chôshû*. Ils vont gouverner jusqu'au début du XXe siècle.

Ôkubô Toshimichi est le plus remarquable des *samurai*, il dirige la politique jusqu'en 1878. D'autres figures telles que *Itô Hirogumi* et *Yamagata Arimoto* font montre de bravoure à sa suite. Alors que *Toshimichi* était de *Satsuma*, *Itô* et *Yamagata* sont issus de *Chôshû*. Ainsi, la concurrence entre les clans dure jusque dans les années 1920. *Satsuma* cède la place à ceux de *Chôshû* en 1878. Mais au tournant du siècle, une autre génération moins liée aux clans et plus politique de formation prend le relais.

A noter que la mise en place d'une assemblée était aussi prévue dans le *seitaisho*, mais l'idée fut vite abandonnée.

Pour moderniser le pays, les oligarques s'appuient sur un système centralisé. Il faut démanteler les fiefs, en 4 étapes successives :

- Fin 1868, on force les *daimyô* à séparer leurs finances familiales de celles de leur domaine. La distinction privé / public est une base de l'Etat moderne.
- En mars 1869, les seigneurs de *Satsuma*, *Chôshû*, ainsi que ceux de *Tosa* et *Hizen*, rendent leur domaine à l'empereur pour l'incorporer au territoire sous sa juridiction directe. En échange, ils sont nommés *chiji* (gouverneurs). Trois *daimyô* seulement suivent cet exemple : *Tottori*, *Ichizen* et *Kumamoto*. Devant cette insubordination généralisée, le gouvernement prend des mesures autoritaires. En juillet 1869, l'empereur leur demande de rendre leur domaine, ils sont nommés gouverneurs et reçoivent 10% des revenus de la région à titre personnel. Mais ils sont encore nombreux à refuser.
- Si bien qu'en août 1871, le gouvernement abolit d'autorité l'ensemble des domaines et y substitue 302 *ken* (préfectures), nombre réduit à 72 l'année suivante.

- Dès 1874, le pouvoir féodal des seigneurs est réellement dissous. Ils sont forcés d'abandonner leurs domaines et viennent vivre à la capitale. A leur place, on met des gouverneurs, fonctionnaires rémunérés par l'Etat central. Le *naimushō*, ministère de l'Intérieur, est créé la même année pour contrôler les préfectures. Le *naimushō* a aussi pour rôle de centraliser la répression contre les *samurai* révoltés. Pour devenir un Etat moderne impérial, le Japon a besoin d'un nouvel ordre social.

1.2. Le nouvel ordre social.

En 1869, le gouvernement abolit le système des 4 castes étanches et leur substitue une hiérarchie :

- La noblesse, aristocrates et seigneurs, au sommet (*kazoku*).
- Les guerriers d'échelon supérieur (*shizoku*).
- Les guerriers de rang inférieur (*satsu*), 3^e classe noble supprimée en 1872, les guerriers rejoignent les roturiers, c'est-à-dire le reste de la population (*heimin*).

Ce système de 3 classes perdure jusqu'en 1945. En 1870, l'interdit pour les *samurai* d'exercer le commerce est aboli, de même que l'interdit du mariage entre classes. Il en résulte de nombreuses alliances entre *samurai* et marchands, qui donnent naissance à une classe d'entrepreneurs (futurs *zaibatsu*).

En 1871, pour compenser l'abolition des domaines, l'Etat prend en charge la rémunération des *samurai*, mais cette mesure coûte cher, et en 1874 on décide d'en finir avec les privilèges féodaux (dont cette rémunération). Dernier geste du gouvernement à l'égard des *samurai*, une somme forfaitaire est distribuée à tous ces nouveaux chômeurs. Beaucoup vont se retrouver dans la pauvreté, tandis que d'autres plus avisés vont se lier aux marchands. C'est une des bases du capitalisme au Japon.

Face à la disparition des guerriers, qu'il a volontairement provoqué, le gouvernement va mettre en place une armée centralisée de type occidental. La conscription (service militaire obligatoire) est mise en place. La nouvelle armée est essentielle à la mise en place d'un Etat moderne. Elle a pour mission de défendre le Japon contre les agressions occidentales. Le démantèlement de la Chine par les Occidentaux a poussé les Japonais à repenser leur politique extérieure. A l'intérieur du pays même, l'armée assure la cohésion du peuple sous l'égide de l'empereur. C'est aussi grâce à l'armée qu'on a pu supprimer les *samurai*. Par la conscription, l'idéologie impériale se diffuse dans la société. Le *bushidō*, éthique militaire confucéenne, devient une base morale de l'Etat nationaliste. Cette éthique transparaît dans le rescrit impérial aux soldats et aux marins (1882).

Dès 1869 est mise en place une garde impériale recrutée parmi les *samurai*. On crée une école militaire d'officiers, et on modernise et nationalise les arsenaux. En 1871, au moment de l'abolition des domaines est publié un décret pour l'intégration des armées domaniales dans une armée impériale détenant le monopole des armes. En 1873, le service militaire est obligatoire pour les hommes de 21 ans ou plus, pour une durée de 3 ans. Mais les aristocrates de la cour, les familles des anciens seigneurs, de même que les chefs de famille en sont exemptés. Le costume traditionnel est mis au ban, l'uniforme occidental est de rigueur. Le port du sabre est réservé aux officiers, en tant que symbole du commandement.

On met aussi en place, à côté de l'armée, une école universelle, vecteur de l'intégration à la nation. Avant 1868, beaucoup de gens recevaient quand même une instruction de base, dans des instituts religieux privés. L'éducation a besoin d'être réformée. Trois écoles s'affrontent. Il y a les confucianistes classiques (qui préconisent l'étude des principes éthiques), les partisans des études nationales (souvent issus du *Mitogaku*, qui prônent les vertus de l'obéissance, du patriotisme et du sacrifice pour l'empereur) et les intellectuels (qui ont voyagé et sont plus proches de l'Occident et impressionnés par son libéralisme). Ces derniers enseignent l'anglais, les mathématiques, en même temps que des vertus comme l'égalité, ou la mise en avant de la réalisation personnelle. Un partisan célèbre de cette école est *Fukuzawa Yukichi*.

Jusqu'au début des années 1880, l'école occidentale domine, c'est l'époque des lumières libérales. Ils remettent en cause l'ancien régime et se tournent vers l'occident. Mais à partir de la moitié des années 1880, on retourne au confucianisme et au nationalisme. Ce tournant va être symbolisé par le rescrit impérial (*chokugo*) sur l'éducation (*kyôiku*) de 1890. Ce *kyôiku chokugo*, affiché dans toutes les salles de classe avec le portrait de l'empereur, met en avant les valeurs d'obéissance et de sacrifice. L'école est mixte et obligatoire jusqu'à 12 ans. On met en place à côté un enseignement supérieur.

Le troisième grand vecteur de diffusion de l'idéologie nationaliste impériale est le *shintô*. Dès 1868 se manifeste la volonté impériale de *saisei ichi*, unité du rituel religieux et du gouvernement. Le *shintô* est institué religion d'Etat. On s'appuie sur le *Kojiki* pour justifier le pouvoir impérial. Création d'un bureau du *shintô*. On le purifie en le séparant du bouddhisme, qui tombe en désuétude. En 1871, le *shintô* est religion officielle, et ses ministres sont nommés et rétribués par le gouvernement. Chaque citoyen se fait enregistrer dans le sanctuaire de sa ville de naissance. C'est aussi la mort du *shintô* populaire.

Pour mieux régir les relations entre les sujets, le gouvernement introduit le droit occidental dans la vie japonaise. En 1880, avec l'aide du juriste français Gustave Emile Boissonade est promulgué un premier code pénal. Mais au droit français jugé libéral et individualiste, on préférera le droit allemand, basé autour de la figure de l'empereur. Ce code établi en 1907 est toujours en vigueur aujourd'hui. On a ajouté vers 1897 à ce code des éléments originaux comme le concept de *ie*, la famille patriarcale. Paradoxe à la japonaise, qui veut que le droit, fondamentalement un concept de défense de l'individu (cf Magna Carta), se retrouve au Japon lié à des valeurs hiérarchiques patriarcales autoritaires en opposition totale avec cette même notion d'individu. Il y a donc une contradiction idéologique permanente qui perdure jusqu'à aujourd'hui. L'idéalisme et le traditionalisme se succèdent par à coup dans l'Etat moderne.

Il ne faut pas perdre de vue que tous ces progrès (au sens le plus neutre du terme) se mettent en place très vite. Cette restauration est aussi une révolution, imposée d'en haut. Les *samurai* ont aboli leur statut pour mieux renaître sous un nouvel aspect. Le fait que leur pouvoir ne reposait pas sur des possessions y est certainement pour quelque chose.

1.3. La révolte des *samurai* et le mouvement pour la liberté et les droits du peuple.

Les oligarques s'étaient appuyés sur les *samurai* de bas rang pour mieux abolir leur caste et s'assurer leur permission. L'Etat va condamner durement les *shishi* qui s'attaquaient aux étrangers. Ils sont éliminés méthodiquement. La mise en place de la conscription va leur enlever le monopole des armes, et on leur interdit même le port du sabre (*Hei Tôrei*, 1876). Beaucoup de *samurai* vont avoir le sentiment de s'être fait manipuler. Deux grandes rébellions vont avoir lieu : celle des *Saga* en 1874, et celle des *Satsuma* en 1877.

En 1874, les *samurai* de *Saga* se cloîtent dans leur fief en refusant la soumission. C'est un épisode célèbre de l'histoire du Japon (cf *Ran*, de *Akira Kurosawa*).

En 1873, l'oligarque *Saigô Takamori* démissionne à la suite d'un différend qui l'oppose aux membres du conseil. Il souhaite lancer une attaque contre la Corée, mais les oligarques refusent. Il rentre dans son fief, se rebelle en 1874 et lève une armée de 40 000 *samurai* qui va tenir tête à la nouvelle armée de conscrits pendant trois ans. Les historiens appellent cet épisode *seinan sensô*. Les conscrits armés de fusils écrasent les *samurai*. *Saigô Takamori* se fait *seppuku* dans son fief, selon des principes anciens. Un geste qui lui vaudra la reconnaissance posthume de l'empereur *Meiji* contre lequel il s'était révolté.

Le mécontentement des *samurai* ne s'exprime pas que par des rebellions. Une opposition politique se met en place parmi les oligarques : le *jiyû minken undô* (mouvement pour la liberté et les droits du peuple). *Itagaki Teisuke* est l'instigateur du mouvement. Impressionné par les théories libérales occidentales de Rousseau et Locke, il fonde à partir de 1874 des petites sociétés politiques locales. Les *samurai* qui fréquentent ces groupes expriment leur mécontentement. Ce sont des cercles très fermés, élitistes. Ils revendiquent l'élection d'une assemblée, et réclament le droit de vote pour l'élite marchande et politique. En 1880 naît la *kokka kisei dômei* (ligue pour établir une assemblée nationale). Ses membres font circuler des pétitions. La *kokka kisei dômei* devient le premier parti politique du Japon, le *Jiyûtô*, en 1881.

Les pressions de la part de *Itô Hirogumi* et les autres oligarques sont nombreuses. Ils éditent en 1875 un décret de contrôle de la presse, dont le but est de se débarrasser de la presse politique. La même année est édité un décret qui restreint le droit d'assemblée. 1900 est l'année de la *chian keisatsu hô*, la loi de police contre la liberté d'association, de réunion et d'expression. Elle contrôle les mentalités jusqu'en 1945. L'opposition fait tout de même prendre conscience à *Itô Hirogumi* de l'utilité de faire des concessions et des réformes à la démocratie. Les mouvements d'opposition ont joué un rôle dans la constitution de 1889.

2. LA NAISSANCE D'UNE ECONOMIE CAPITALISTE.

2.1. L'économie japonaise au moment de la restauration.

Les deux principes qui régissent l'économie sous *Meiji* sont *shokusan kôgyô* (implanter et développer l'industrie), et *fukoku kyôhei* (pays riche, armée puissante). Les historiens sont unanimes quant à l'effort fourni par le Japon de *Meiji* pour rattraper le reste du monde. Mais il y a aussi un acquis préalable qui rend la résolution industrielle si originale. Voyons si le Japon possède les sept indicateurs d'un pays prêt à la révolution industrielle, à savoir :

La généralisation du marché :

- + La période *Tokugawa* a donné lieu à une intensification des échanges commerciaux, malgré les restrictions idéologiques.
- Idéologie incompatible avec l'idée de révolution industrielle.
- Le pays n'était pas unifié, le grand nombre de douanes locales empêchaient le commerce intérieur hors domaine.
- Absence de monnaie unifiée.
- Pas de libre concurrence, les corporations marchandes luttèrent entre elles pour des monopoles.
- Pas de marchés extérieurs.

Le développement de structures financières :

- + Progrès de l'économie monétaire, la monnaie prend le pas sur le riz.
- Pas de système bancaire, les banques de type occidental n'apparaissent pas sous *Meiji*.

Le développement d'une activité non agricole :

- + Essor de l'artisanat.
- Usines trop archaïques (textile, armement...).
- Economie centrée sur le riz.

Le développement du salariat :

- La seule main d'œuvre salariée était saisonnière, revenu d'appoint.

L'existence d'une technologie permettant la production à grande échelle :

- Des Hollandais avaient transmis le savoir occidental à quelques éclairés, mais la majeure partie de la production se faisait selon des techniques traditionnelles.

Un niveau d'instruction assez élevé :

- + Domaine où les Japonais étaient le plus en avance. Niveau d'éducation suffisant. Les *samurai* savaient lire et écrire, les artisans et les commerçants étaient alphabétisés.
- Malgré tout, l'éducation est traditionnelle et basée sur le respect de l'autorité.

L'apparition d'une classe bourgeoise autonome :

- La bourgeoisie des villes, surveillée de près par le *bakufu*, n'a pu développer une idéologie forte.

Si ce n'est l'éducation, le Japon était encore très loin d'une révolution industrielle. Le Japon a importé sur l'initiative de l'Etat une idéologie et des techniques occidentales. C'est le gouvernement de *Meiji* qui va moderniser l'économie. Le principe est de s'assurer des rentrées d'argent et développer l'industrie. C'est l'agriculture qui permet tout cela. La réforme de l'impôt foncier assure un maximum de crédits pour l'industrie, mais aussi un lourd fardeau pour les paysans.

2.2. La réforme de l'impôt foncier.

Elle se fait en plusieurs étapes. L'agriculture devient une activité soumise au marché. Elle va développer des bénéfices, grâce à la levée des restrictions en matière de cultures industrielles, en 1871. Avant cette date, les Japonais cultivaient pour se nourrir.

En 1872, on abolit l'ordonnance de 1643 qui interdisait la vente et l'achat de terres. De 1873 à 1876, on détermine la valeur monétaire de l'ensemble des parcelles cultivables et on émet des titres de propriété (109 millions) à partir desquels on décide l'impôt.

Suite à des révoltes paysannes, l'Etat allège cet impôt, mais la plupart des paysans, incapables de payer, vont devoir revendre leurs terres. Les conséquences sont importantes. Les terres se concentrent entre les mains d'un petit nombre, les *jinushisei*. Les relations de type féodal perdurent jusqu'en 1945. Les paysans appauvris vont partir dans les villes et fournir une main d'œuvre industrielle à bas prix. C'est un des facteurs de la réussite de la révolution industrielle. Le surplus de main d'œuvre dans les campagnes permet de maintenir les salaires très bas. Sur la base de l'impôt foncier, l'Etat va prendre en charge la révolution industrielle.

2.3. L'Etat entrepreneur.

Les voies de chemin de fer prennent du terrain : lignes *Ôsaka-Kobe* en 1879 et *Kyôto-Ôsaka* en 1889. Le télégraphe est installé en 1879 entre *Yokohama* et *Tôkyô*. Dès 1873, *Tôkyô* et *Nagasaki* sont reliées. L'Etat abolit les barrières douanières intérieures (*sekicho*), les corporations (*kabunakama*) et leurs privilèges. Le gouvernement prend part à l'industrie militaire, modernise l'arsenal de *Yokosuka*. Des usines modernes telles que filatures, cimenteries, brasseries se développent. Des experts étrangers sont mis à contribution. Ils créent la plupart des industries d'Etat et forment la première génération d'ingénieurs japonais. L'Etat prend en charge l'île de *Hokkaidô*, la peuple et l'exploite.

Cette implication est une politique coûteuse, et malgré les nouveaux impôts, les revenus fiscaux ne couvrent pas les dépenses. Pour combler le déficit, l'Etat recourt à l'émission monétaire. En 1872, les dépenses de l'Etat ne dépassent pas le tiers des ressources engagées. Entre 1876 et 1880, les prix augmentent de 100%, ce qui entraîne des tensions sociales. L'Etat au début des années 1880 va opérer des réformes radicales. On les appelle réformes de *Matsukata*, du nom du ministre de l'économie de l'époque.

2.4. Les réformes de *Matsukata*.

L'Etat retire 20% des billets de banque émis. On réduit les dépenses de l'Etat, on diminue les crédits alloués aux infrastructures. Les taxes augmentent. Pour fournir de nouvelles ressources, *Matsukata* vend au privé une partie importante des entreprises créées entre 1868 et 1880. Cette vente va bénéficier à un petit nombre d'entrepreneurs liés au gouvernement, les *seisho* (marchands politiques). Les *seisho* vont pouvoir développer les *zaibatsu*. Ainsi, *Sumitomo*, une maison de commerce de *Edo* se transforme en empire commercial grâce aux ventes d'Etat. *Mitsui* et *Mitsubishi* dominant jusqu'en 1945. Les *zaibatsu* sont régulièrement favorisées par l'Etat, qui leur concède des monopoles, des subventions et des emprunts à faible taux. L'économie est concentrée entre les mains d'un petit nombre. L'Etat joue le rôle de favoriser les *zaibatsu*.

III. L’AFFIRMATION DU JAPON COMME NATION MODERNE PENDANT LA SECONDE MOITIE DE L’ERE MEIJI (1889 – 1912).

1. LA CONSOLIDATION DE L’ETAT IMPERIAL.

Les oligarques sont partagés entre le désir de réprimer et la volonté de faire un pays fondé sur une constitution moderne. Celle de 1889 va être basée sur la constitution allemande. L’inspiration de ce document est ambivalente. Le fait de posséder une constitution place le gouvernement japonais sur un pied d’égalité avec les grands pays modernes. On trouve dans cette constitution quelques éléments relativement libéraux. Mais elle représente aussi une occasion pour une assise plus solide au caractère impérial du régime. En cela, le document japonais est nettement plus autoritaire que la constitution prussienne de 1850 dont elle s’inspire.

L’empereur personnifie l’Etat et la loi. Il dispose du pouvoir législatif, nomme le président des deux chambres, et convoque la Diète. Il peut prononcer la dissolution de la chambre basse et légiférer par ordonnance. Si l’état de siège est déclaré, il peut suspendre les libertés à sa guise, il représente le Japon sur la scène internationale, et décide seul de la guerre et de la paix.

Le Premier ministre est choisi parmi le conseil des anciens, le *genrô*. Ce conseil est composé des oligarques qui gouvernent depuis 1868. Le *genrô* leur permet en fait de continuer à tirer les ficelles jusqu’au début du XXe siècle. Les ministres sont responsables devant l’Empereur, il n’y a pas de souveraineté populaire.

La constitution prévoit un parlement de deux chambres. La chambre des Pairs, ou chambre haute, est composée de personnes de prestige nommées par l’empereur. La chambre des Représentants, ou chambre basse, quant à elle, est élue au suffrage censitaire (1% de la pop.) Le cens baisse jusqu’à être aboli en 1950. La chambre des députés représente un petit nombre et n’a que peu de pouvoirs, sinon le vote du budget. Mais si ce budget est refusé, on garde le précédent. La constitution précise le rôle des bureaucrates qui dépendent de l’empereur. Ils sont très puissants, leur nombre passe de 20 000 en 1890 à 72 000 en 1908. Ils sont issus de l’université impériale de Tôkyô.

En résumé, la constitution de 1889 est relativement autoritaire et remet les pouvoirs aux mains de l’empereur. Le Parlement va néanmoins, à partir de 1900, prendre du pouvoir. Le Premier ministre va être choisi, à partir de 1910, parmi les parlementaires et les partis politiques dominants à la Diète. Vers 1920, c’est la démocratie *Taishô*, le moment où le Parlement est le plus influent. Mais cette lumière démocratique s’éteint en 1930, soufflée par les militaires.

2. L’AFFIRMATION DU JAPON COMME GRANDE PUISSANCE MILITAIRE.

La politique extérieure japonaise se développe dans deux directions : d’un côté le gouvernement japonais essaye de créer des liens égalitaires avec les grandes puissances, et d’un autre côté il essaye d’étendre sa domination militaire sur ses voisins.

Le Japon souhaite renégocier les traités inégaux, et entame une série de négociations avec certains pays occidentaux, en 1894, pour abolir quelques points. En 1911, le Japon peut fixer librement ses tarifs douaniers. En même temps, le gouvernement tente de passer des alliances militaires avec les puissances de l’époque, avec la Grande-Bretagne surtout. La Grande-Bretagne, soucieuse d’opposer un contrepoids à l’influence russe en Mandchourie, signe des accords en 1902 et 1905 avec le Japon.

Lorsque la cour royale de Corée fait appel à la Chine pour réprimer une révolte, en 1894, le Japon décide d'intervenir également. Les armées japonaises et chinoises se heurtent; rapidement, une partie de la flotte chinoise est détruite, et le sud de la Mandchourie est occupée. Ce conflit débouche sur le traité de paix de *Shimonoseki*, très avantageux pour les Japonais. Ils reçoivent une indemnité importante, le contrôle de Formose et de la péninsule du Liaodong, en Mandchourie. Cette zone est stratégique, c'est le terminus du chemin de fer de la Mandchourie, et la ville de Port Arthur est la plaque tournante du commerce dans toute la région. La France, l'Angleterre et la Russie, qui se disputaient depuis un certain temps ce territoire, s'opposent aux désirs des Japonais. Ces derniers, prudent, s'inclinent, et renonce au Liaodong.

L'objectif suivant est la Corée. Dès la signature du traité, en 1904, le Japon attaque la Russie en Mandchourie, et remporte une victoire rapide. La Russie, qui était pourtant considérée comme une des grandes puissances de l'époque, capitule en 1905. C'est la première victoire d'un pays non occidental sur un pays occidental. C'est un événement incroyable qui fait frissonner tout l'Occident et l'Orient. Le traité de Portsmouth est signé la même année. La Russie reconnaît la domination monétaire, politique et militaire du Japon sur la Corée, annexée en 1910. Les intérêts russes en Mandchourie sont transférés aux Japonais. De plus, le traité donne aux vainqueurs le contrôle de la péninsule du Liaodong et du chemin de fer de Mandchourie, ainsi que le sud de Sakhaline. La puissance militaire du Japon n'est plus à démontrer après ces deux conflits. C'est aussi la naissance d'un esprit nationaliste de masse, en 1905. De nombreux Japonais, insatisfaits du traité de Portsmouth et désirant plus, provoquent des émeutes à *Hibiya*. C'est la première manifestation populaire de ce genre qui secoue le pays. A partir de cette époque, le Japon va tenter d'étendre son influence en Chine.

3. LA PREMIERE REVOLUTION INDUSTRIELLE.

Si la première partie de l'ère *Meiji* est marquée par la dissolution du système féodal et l'apparition de structures nouvelles, la deuxième partie de l'ère voit poindre le décollage industriel.

La révolution industrielle bat son plein entre 1886 et 1905. La production agricole chute. De 1897 à 1914, l'Etat assure entre 30 et 40% de l'investissement, contrôle la plupart des usines d'armement et surtout le chemin de fer. Une avancée est clairement perceptible : de 1 600km de voie ferrée en 1889, on arrive à 11 000 en 1912. Le chemin de fer assure 90% du trafic des marchandises.

L'Etat soutient les capitalistes, le textile est l'industrie première de la révolution industrielle, elle représente 70% des entreprises. Des petites unités emploient des femmes, qui sont particulièrement compétitives et représentent 67% de la main d'œuvre. Dès la fin des années 1880, les produits japonais supplantent les importations. A la veille de la première guerre mondiale, le Japon est la 4e puissance exportatrice de textiles. Ils nourrissent les marché intérieur et extérieur de produits manufacturés tel que boîtes d'allumettes, crayons, alimentaire, etc...

La croissance de l'industrie lourde, restée modeste jusqu'en 1895, passe à la vitesse supérieure : de 8 millions de tonnes de métaux produits en 1874 à 20 millions de tonnes en 1914. On assiste à une croissance importante de l'industrie navale dominée par les grands *zaibatsu* tels que *Mitsui*, *Mitsubishi*, *Sumitano*... Ils commencent à peser dans la vie politique et sont en relations étroites avec les partis. Ils créent des syndicats d'employeurs redoutables contre la contestation ouvrière, tandis que les politiques les protègent contre la concurrence étrangère. Les *zaibatsu* exportent dans les pays développés des machines, des armes, des produits chimiques et aussi des matières premières. Ils mettent aussi en place avec les pays asiatiques pas encore industrialisés un commerce de produits bon marché, tels que allumettes, coton, savon... En Chine et en Corée, les *zaibatsu* poussent le gouvernement pour exploiter les ressources naturelles. Port Arthur permet un meilleur contrôle du marché.

4. LES PREMIERES CONSEQUENCES SOCIALES DE L'INDUSTRIALISATION.

La révolution industrielle a des conséquences sociales importantes. Les transformations commencées pendant *Meiji* prennent de l'ampleur après *Meiji*. L'agriculture est toujours plus soumise au marché, la main d'œuvre industrielle se développe de ce fait. Nombre d'agriculteurs deviennent métayers, d'autres revendent leur terre et se reconvertisent ouvriers. Le gros de la main d'œuvre industrielle reste quand même féminine et répartie dans les filatures. Ce sont des jeunes filles recrutées très jeunes dans les campagnes, par des recruteurs professionnels qui proposent une avance de salaire de plusieurs années aux parents, que la jeune fille devra rembourser. Ce système s'assimile à de la détention, nombre de jeunes filles contractent la tuberculose et meurent. La main d'œuvre masculine est quant à elle confinée dans les mines et l'industrie lourde. Souvent plus qualifiés, car issus de l'artisanat, ils sont soumis à l'autorité des *oyakata*, des intermédiaires qui se chargent de recruter la main d'œuvre pour les entreprises et qui la paye avec de l'argent donné par ces mêmes entreprises. Les *oyakata* sont souvent des artisans formés par des étrangers. Les ouvriers qu'ils ont pour charge de surveiller sont appelés *kokata*. Entre eux règnent des relations de maître à disciples. Les *oyakata* possèdent une grande mobilité. Ils proposent leurs services au plus offrant. Ce système perdure jusque dans les années 1920.

Les conditions de travail dans l'industrie sont particulièrement difficiles, et c'est ainsi que naît un mouvement ouvrier. Pas dans les campagnes, car la main d'œuvre qui s'y trouve a toujours un pied dans la communauté et cumule plusieurs emplois tout au long de l'année. Ils sont donc moins réceptifs à l'idéologie de la lutte des classes. C'est dans les villes que le mouvement naît, d'une main d'œuvre masculine loin de ses origines, de son *furusato*, son village natal. La presse participe à cet élan d'acculturation, de naissance d'une culture ouvrière. Une première vague de conflits a lieu pendant la guerre sino-japonaise, en 1895. Le premier syndicat apparaît en 1897, syndicat des métalleux : *tekkô kumiai*. Le mouvement compte rapidement 3 000 membres, mais avorte sous la pression immédiate des autorités. Les oligarques développent en 1900 la *chian heisatsu hô*. Le deuxième obstacle est que le mouvement reste toujours confiné au niveau d'une seule entreprise, le manque d'expérience conduit à l'échec. Les revendications ne concernent pas encore les conditions de travail, les ouvriers demandent un meilleur statut social (*chii*) car ils ont mauvaise réputation. La reconnaissance de leur valeur humaine est leur première revendication : *jinkaku*. Des intellectuels soutiennent les principaux mouvements ouvriers. Katayama Sen, directeur d'une revue, est une grande figure du syndicalisme de l'époque. Malgré leur aura, les intellectuels sont assez loin des idéaux des ouvriers, ce fossé est un obstacle. Le paternalisme venu des patrons, dès 1910 se charge de combler ce fossé et rencontre un grand succès grâce au désir de reconnaissance. Le mouvement se développe pendant *Taishô*.

IV. AVANCEES DEMOCRATIQUES ET MOUVEMENTS SOCIAUX PENDANT L'ERE TAISHÔ (1912 – 1926).

1. LA « DEMOCRATIE TAISHÔ » ET L'AVANCEE DU PARLEMENTARISME.

L'ère *Taishô* dure de 1912 à 1926. La plupart des historiens démarrent la démocratie *Taishô* en 1905 (émeutes de *Shibiya*, naissance d'une opinion publique) et la termine en 1932, avec l'assassinat du Premier ministre par des ultra nationalistes.

En 1932, les cabinets ne sont plus dirigés par des politiciens. Pendant la période *Taishô*, les Premiers ministres sont des hommes politiques professionnels, cette période est plus démocratique que la période précédente des oligarques et la période suivante des militaires. La démocratie *Taishô* naît avec le déclin des oligarques, du *hanbatsu* (esprit de clan). Le dernier oligarque, *Ito Hirobumi*, démissionne en 1901, et de 1901 à 1913, deux hommes alternent au pouvoir, chacun sous l'influence d'un clan : le prince *Saionji*, noble affilié au parti *Seiyūkai*, issu du *Jiyūtō*, parti de métalleux soutenu par les *zaibatsu*, et le général *Katsura*, conservateur issu du clan *Chōshū*. Les cabinets transcendantsaux (*chōzen naikaku*) ne reflètent aucun parti.

Cette période de relative stabilité politique ne sera interrompue que par la crise politique de 1912, *taishō seihen*. C'est le début d'une politique différente, le pouvoir pour le Parlement (jusqu'en 1932). Le cabinet *Saionji* démissionne suite à la défection du ministre des armées. Le général *Katsura* reprend le pouvoir pour rétablir la situation. Le *genrō* impose son retour. Il est critiqué par le *seiyūkai*, qui prend la tête d'un mouvement pour la protection d'un gouvernement constitutionnel *ken sei go undō*. Ce mouvement fait chuter le cabinet *Katsura*, c'est la fin des oligarques.

En 1918, le Premier ministre *Harakei* est le premier chef du gouvernement qui soit roturier, chef de parti, et indépendant des clans. Par-dessus tout, c'est un démocrate convaincu. Par la suite, deux partis politiques alternent au gouvernement. Ce sont le *rikken seiyūkai*, proche des *zaibatsu*, opposé aux législations sociales, et le *dōshikai*, ancien *kenseikai*, qui deviendra le *minseitō* en 1927, parti des bureaucrates qui envisage une politique sociale sans pour autant s'attirer les foudres des industriels.

En 1925 sont votées les lois sur le suffrage universel, en 1928 ont lieu les premières élections. Puis la politique devient le terrain d'affrontement entre hommes politiques et militaires. Les parlementaires ont le dessus jusqu'en 1932, et à partir de là la situation s'inverse.

2. LE DECOLLAGE INDUSTRIEL SUITE A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

La première guerre mondiale est l'occasion pour le Japon d'effectuer sa deuxième révolution industrielle. Les raisons sont multiples. Les entreprises européennes se retirent du marché asiatique, ce qui leur laisse le champ libre (fini la suprématie du textile britannique). Pour respecter l'alliance de 1902 avec le Royaume-Uni, le Japon rompt les échanges commerciaux avec l'Allemagne, ce qui a pour effet d'arrêter l'importation et stimule les secteurs chimique et pharmaceutique. Enfin, les commandes militaires font croître la production d'acier, de fer et de machines-outils.

L'industrie lourde est assez forte (26,7% en 1914 32.3% en 1920), tandis que le textile est en recul. La main d'œuvre masculine est prompte à se syndiquer. Les chantiers navals sont stimulés par l'augmentation des échanges. Les besoins en énergie augmentent, l'industrie hydroélectrique est en progrès, on construit des barrages. Le Japon exporte vers l'Asie et l'Europe, devient une puissance financière, rembourse ses dettes et se mue en crédeur. En 1920 il détient 2,7 milliards de créances à l'étranger. Chaque année la production croit de 10%. Le nombre de travailleurs industriels double entre 1914 et 1925. Jusqu'en 1930, il y a cependant toujours plus d'ouvrières que d'ouvriers. On recense des mouvements sociaux. Si jusqu'ici l'Etat avait pu ignorer les mauvaises conditions de vie des ouvriers, l'accroissement de la main d'œuvre industrielle et la montée des inégalités font que le problème social devient le souci premier de l'ère *Taishō*.

3. LES MOUVEMENTS SOCIAUX.

Les premiers mouvements sociaux avaient rapidement avorté en raison de l'hostilité du gouvernement (article 17 du *chian keisatsu hō* interdisant le recrutement syndical dans les usines). En 1912 naît le *yūaikai* (association fraternelle), syndicat créé par *Suzuki Bunji*. Converti au christianisme, il avait étudié à l'étranger les mouvements syndicaux de type chrétien. Le *yūaikai* est un syndicat majoritairement composé d'ouvriers qualifiés plutôt avantagés. Il connaît un succès rapide (20 000 syndiqués en 1918), notamment grâce à la modération de ses idées, des revendications limitées au lieu de travail, qui visent à améliorer la condition des travailleurs sans pour autant faire la révolution. Il prône également le développement de la solidarité entre ouvriers (apparitions de mutuelles, importance de l'éducation). Cette modération permet de contourner la *chian keisatsu hō*.

En 1917 pourtant, le mouvement se radicalise, et les grèves se multiplient. On passe de 49 grèves pour l'année 1912 à 24 488 grèves rien que pour 1919. La grève devient un phénomène de masse. Le discours du *yūaikai* se durcit. On parle maintenant de lutte des classes et d'organisation horizontale (fédérations industrielles). En 1919 le syndicat devient le *sōdōmei* et essaye de dépasser l'unité de production. On crée des fédérations du tissu et des fédérations de l'acier. Le 2 mai est célébrée la première fête du travail au Japon. L'agitation se propage à toute la société, le gouvernement se méfie surtout des ouvriers syndiqués. Le mouvement social s'intensifie, comme on peut le voir pendant les émeutes du riz *komesōdō* de juillet à septembre 1918. Le Japon avait déjà vécu des émeutes, telle celles de *Hibiya*, mais en 1918 ce ne sont pas moins de deux millions de personnes qui sont dans la rue. Ils sont mécontents de l'inflation, surtout celle du riz, et reprochent au gouvernement de ne rien faire et aux riches marchands d'en profiter. Ces émeutes sont très violemment réprimées, 25 000 personnes sont arrêtées, dont 8 500 condamnées. Entre 1919 et 1920 ont lieu de nombreuses manifestations pour le suffrage universel (*futsūsenkyōundō*). Le gouvernement refuse puis cède en 1925. Dans les campagnes, on assiste à des mouvements de métayers qui protestent contre le système des grands propriétaires (*jinushisei*). Les terres appartiennent à un petit nombre de propriétaires, qui exploitent un grand nombre de métayers, dans des conditions de quasi esclavage. Sur les terres de grands propriétaires, les valeurs féodales perdurent. Mais ces grands propriétaires sont en fait des gérants à la solde des zaibatsu ou de la famille impériale.

Ces mouvements sociaux donnaient à penser que la victoire de la démocratie en 1918 était irréversible et que le Japon en faisait partie. Mais ce n'est hélas pas le cas. Des causes accidentelles, comme la crise économique, et des causes profondes, structurelles, vont remettre en cause la démocratie, au Japon et partout dans le monde.

Pendant l'ère *Taishō*, de véritables partis politiques prolétaires sont apparus. En 1922 est créé le *Nihon Kyōsantō*, parti communiste japonais. En 1926 deux partis prolétaires se développent en vue du suffrage universel sous la bienveillance du gouvernement : le *Rōdōmintō* (parti des travailleurs et des paysans) et le *Nihon Rōnōtō* (parti japonais des travailleurs et des paysans). L'apparition du parti communiste inquiète le gouvernement qui élabore une politique sociale, prise en charge par le ministère de l'Intérieur. En 1911 est votée la *kōjōhō*, loi sur les usines appliquée dès 1916, loi ambitieuse qui sous les pressions des industriels ne réglemente les conditions de travail que pour les femmes et les enfants. C'est une loi conservatrice, qui dit que le rôle des femmes, c'est à la maison. La propagande de l'époque dit : « *ryōsai kenbo* » (bonne épouse, mère avisée). Mais la réalité des conditions de travail est tout autre. Dans les années 1920, le gouvernement tente de faire passer une loi protégeant les intérêts des syndicats. Une bonne partie de la bureaucratie de l'époque est persuadée que le seul moyen d'améliorer les conditions de vie des travailleurs est qu'ils se défendent par eux-mêmes. Mais à cause de l'opposition du *Seiyūkai*, le projet est abandonné.

4. LES TRAITES DE VERSAILLES ET DE WASHINGTON.

Sur le plan diplomatique, c'est une période de relative accalmie, dans les années 1920 surtout. Dans les années 1910, le Japon tente de s'imposer sur le continent vis-à-vis de la Chine et des occidentaux. En août 1914, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne. Il ne participe pas aux opérations en Europe mais attaque les positions allemandes en Asie. L'armée japonaise va prendre le contrôle du Shandong, étendant ainsi l'influence du Japon dans une région déjà conquise en partie (le Liaodong). L'Allemagne perd ses mines et chemin de fer dans la région, et cède les îles Marshall, Marianne et Caroline, dans le Pacifique. Dans sa lancée, le Japon veut profiter de l'absence des puissances coloniales européennes pour exiger des choses de la Chine elle-même. En avril 1915, le gouvernement japonais présente au président chinois les 21 demandes. Ce sont des demandes exorbitantes, réparties en cinq catégories :

- Approbation des transferts des droits allemands.
- Extension des privilèges en Mongolie et Mandchourie du sud.
- Contrôle conjoint d'une importante compagnie d'extraction et de raffinage de charbon et de fer, la *kanyahyō konsu*.
- Interdiction de ne rien céder à un pays tiers (pas de concessions portuaires ou îles).
- Demande de nomination de conseillers militaires, politiques et économiques japonais auprès des dirigeants chinois.

La Chine n'étant pas soutenue par les gouvernements européens, elle va être obligée d'accepter toutes demandes, sauf celles du cinquième groupe. Le traité de Versailles entérine (accepte) le contrôle que le Japon a pris sur les îles pacifiques et sur les mines de charbon et de fer, mais refuse de lui laisser la province du Shandong. Le Japon refuse d'obtempérer dans un premier temps, mais cède à la conférence de Washington, qui a lieu entre novembre 1921 et février 1922. C'est une conférence importante, son but est de limiter les forces navales mondiales pour prévenir d'autres conflits. C'est aussi l'occasion pour les alliés d'affirmer l'autonomie territoriale de la Chine. Le Japon rend la province du Shandong et limite ses forces navales. Le Japon avait proposé un rapport de 10 pour les USA, 10 pour le Royaume-Uni et 10 pour le Japon (tonnage des navires de guerre), mais il devra accepter 5/5/2. Le gouvernement japonais passe outre les désirs de sa Marine, ce qui montre bien que les politiques de *Taishō* avaient encore à cette époque le dessus sur les militaires. Mais c'est sans aucun doute un facteur de déstabilisation ultérieure, les militaires n'auront de cesse de remettre en cause ces décisions et accords. Les militaires s'éloignent des politiques et entre en concurrence.

V. L'ERE SHÔWA JUSQU'A LA DEFAITE (1926 – 1945).

1. LA FIN DE LA DEMOCRATIE TAISHÔ ET LA MONTEE DE L'ULTRA NATIONALISME.

1.1. La *chianijihô*.

En 1925, la *chiankeisatsuhô*, loi de 1900, est remplacée par la *chianijihô*, loi pour le maintien de la paix civile. Cette loi liberticide passe en cœur de l'ère *Taishô*, ce qui montre bien l'ambiguïté de la démocratie *Taishô*. En fait, la majorité des Japonais restent ruraux, avec des valeurs traditionnelles. De plus, l'école primaire restait centrée sur l'assimilation de l'idéologie impériale, l'idéologie démocratique étant le fait de la presse et des syndicats. S'il y a une certaine libération des mœurs dans les villes, les campagnes restent traditionalistes. D'où un profond fossé culturel. Et c'est sur cette base rurale que repose la montée de l'ultra nationalisme des années 1930.

Dans les années 1920, on assiste à la montée de mouvements d'extrême droite aux ramifications diverses : terroristes, groupes de femmes *aikoku fujinkai*, clubs pour la jeunesse. On retrouve ce mouvement jusque dans les universités, et au gouvernement. Le *Kokuhonsha*, société pour les fondations de la nation, fondé en 1924, regroupe de nombreux militaires, professeurs et fonctionnaires. A la même époque naît la haute police spéciale, *tokkô*. L'Etat n'est pas aussi gentil qu'on le croit avec les syndicats ; tout en tolérant les plus modérés, la police de la pensée, *shisôkeisatsu*, persécute les communistes et les syndicats actifs.

Le *Kyôchôkai*, fondé en 1919, regroupe des spécialistes, des professeurs, des industriels et des fonctionnaires. Son but est de promouvoir une idéologie contraire à l'idée de lutte des classes. Cette organisation puissante pousse les entreprises au paternalisme, et s'oriente vers l'ultra nationalisme, influencée par le fascisme venu d'Allemagne. Leur idée maîtresse est qu'il n'y a pas besoin de syndicats pour défendre les intérêts de l'ouvrier, puisque tout le monde collabore au bien de la nation. La loi *chianijihô* témoigne bien de l'ambiguïté de la démocratie *Taishô*, mais le tournant se fait au début des années 1930, avec la crise économique.

1.2. Les crises économiques et leurs conséquences sociales.

La crise économique mondiale débute en 1929 aux Etats-Unis, et parvient très vite au Japon, à cause de son économie tournée vers l'extérieur. Elle entraîne la chute des exportations et des importations, et la baisse des prix, surtout dans l'agriculture. De nombreuses petites et moyennes entreprises font faillite. Les grandes entreprises s'en sortent mieux, surtout les *zaibatsu* qui opèrent des fusions et licencient à tour de bras. C'est la naissance d'un chômage de masse, ce qui provoque des grèves et profite plus aux associations ultra nationalistes qu'aux syndicats. En décembre 1931, l'Etat se décide à réagir, le ministre des finances *Takahashi* du cabinet *Inukai* stimule l'économie par des dépenses publiques (à la Keynes), émet des obligations et propose des prêts à bas taux. Ces mesures sont couronnées de succès. A la mi 1933, les industries se remettent en marche. Mais ces quelques années de difficultés ont fait naître un sentiment nationaliste et xénophobe. On s'en prend aux pays capitalistes, au capitalisme, et au Parlement, qui défend les intérêts des gros capitalistes, selon l'extrême droite. Le peuple se tourne vers les associations précédemment citées.

1.3. Les crises politiques et la montée en puissance du militarisme.

En avril 1930 a lieu la conférence navale de Londres. Il s'agit encore une fois de limiter l'armement des grandes puissances. Le Premier ministre *Hamaguchi* se voit obliger de réduire le tonnage de ses bateaux de guerre. L'armée et la Marine expriment leur mécontentement par des tracts et de la propagande, et *Hamaguchi* est victime en novembre d'un attentat du fait d'ultra nationalistes. De nombreux actes de terrorisme vont semer la terreur dans les rangs politiques pendant les années 1930. Sous pression, le gouvernement qui suit celui de *Hamaguchi* augmente le budget de la marine. Le gouvernement civil est faible, et les militaires finissent par s'affranchir des décisions publiques, prennent leurs propres décisions et s'imposent comme les vrais dirigeants du Japon. Ce qui provoque l'affaire de la Mandchourie.

1.4. L'affaire de la Mandchourie et ses développements.

Les militaires vont créer de toutes pièces cette affaire qui va servir de prétexte à envahir toute la région. Depuis les années 1910, les troupes nationalistes chinoises tentent de reprendre le contrôle des régions. Pour déclencher les hostilités, le 18 septembre 1931, des espions japonais font exploser une bombe sur le chemin de fer de Port Arthur et font porter le chapeau aux méchants chinois (cf Tintin et le Lotus Bleu). L'armée japonaise attaque en 1932 et crée l'Etat fantoche de Manzhouguo, avec à sa tête le dernier empereur de la dynastie Qing destitué en 1911, Puyi (cf Le dernier empereur). Le gouvernement *Wakatsuki* démissionne, le *genrô* nomme un dernier Premier ministre, *Inukai*, relativement modéré, qui relance l'économie. Opposé à la politique agressive des militaires, il va tenter de redresser le gouvernement civil. Mais il se fait assassiner par un groupe de jeunes, lors d'un coup d'état.

C'est la restauration, *Shôwa ishin*, en référence à *Meiji*. Suit une vague d'assassinats politiques. *Dan Takuma*, président du club industriel du Japon, gros syndicat, va être assassiné par la *Ketsumeikan*, la ligue du sang. C'est la fin de la démocratie *Taishô*, la fin des partis politiques. Les Premiers ministres ne sont plus choisis parmi les politiciens de la Diète, mais parmi les militaires. Le *genrô* nomme des militaires modérés, pour limiter la casse : l'amiral *Saitô Makoto* (1932 – 1934) et l'amiral *Okada Keisuke* (1934 – 1936). Ces vieux militaires sont plutôt des conservateurs que des ultra nationalistes. Pendant ces quelques années, tout est tranquille, mais en février, nouveau coup d'état. Des jeunes officiers prennent la Diète, et assassinent *Makoto* (mais ratent *Keisuke*). Cette tentative est réprimée. Mais les insurrections sont nombreuses. Le *genrô* finit par nommer des Premiers ministres de plus en plus ultra nationalistes.

En juin 1937, le prince *Konoe* est nommé au pouvoir, c'est la principale figure politique de cette époque, radical de la famille impériale. Le but de cette nomination pour le *genrô* est de contrôler les nombreux insoumis, mais le prince est faible, et se fait manipuler par le nec plus ultra de l'ultra nationalisme. Les militaires vont lancer une politique générale de soutien de l'armée, c'est la guerre totale avec la Chine. La deuxième guerre mondiale dure de 1939 à 1945, mais pour les Japonais elle commence en 1931, avec l'affaire de la Mandchourie, et se termine en 1945, avec bien sur les deux bombes atomiques de *Hiroshima* et *Nagasaki*. C'est pour ça que les Japonais parlent de la « guerre de 15 ans ».

2. LE JAPON EN GUERRE.

2.1. La guerre avec la Chine.

En juillet 1937, à la suite d'altercations entre troupes japonaises et armée chinoise nationaliste près du pont Marco Polo, le Japon envahit les régions côtières de la Chine. Par des offensives éclairées, l'armée japonaise occupe rapidement les principales villes et voies ferrées. Bien que la Chine soit faible, divisée entre communistes et nationalistes, l'armée japonaise rencontre une importante résistance en s'enfonçant dans l'intérieur des terres. Les troupes japonaises pénètrent dans Nankin, la capitale nationaliste, et provoquent le plus grand massacre en Extrême-Orient pendant la deuxième guerre mondiale : sac de Nankin, 300 000 morts. A l'heure actuelle le gouvernement japonais refuse toujours de reconnaître une partie des faits. Pour accélérer la conquête de la Chine, le Japon met au pouvoir à Nankin, en mars 1940, Wang Jingwei, qui contrôle les régions côtières au profit du Japon, et signe avec ce faux gouvernement chinois un traité de paix le 30 juillet 1940. Ce traité tente de légitimer les opérations militaires japonaises à l'intérieur des terres. Malgré de nombreux bombardements, les Japonais ne parviennent pas à s'assurer le contrôle de la totalité de la Chine. Le conflit s'éternise jusqu'en 1945. Bien entendu, à la défaite japonaise, les satellites japonais en Chine que sont le Manzhouguo de Puyi et le gouvernement de Nankin de Wang Jingwei disparaissent.

2.2. La mobilisation générale de la société et de l'économie pour l'effort de guerre.

Cette période de guerre est aussi marquée par des réformes de l'économie. Dès mars 1938 est votée la loi de mobilisation générale, *Sôdôinhô*, destinée à contrôler différents aspects de la société, notamment l'économie, pour mettre en place un effort de guerre efficace. En 1937 déjà le *Kikakuin* (agence de planification, regroupement de hauts fonctionnaires), avait pour mission d'adapter l'économie à l'effort de guerre.

La loi de mobilisation générale, *Sôdôinhô*, assure le contrôle des mouvements de capitaux, des investissements, des prix, des importations de matières premières et des salaires. Elle permet de museler la presse. Elle est à l'origine de la cartellisation des entreprises, concentration des forces, qui bénéficie largement aux *zaibatsu*. La branche industrie lourde de *Mitsubishi* voit son capital multiplié par 20 entre 1937 et 1945. La moitié des banques disparaissent au profit des banques des *zaibatsu*. Sur le plan social, il est créé en 1938 une « association patriotique pour le service industriel », *Sangyôhokokukai*, censée remplacer les syndicats de travailleurs et de patrons. L'idée que patrons et travailleurs puissent avoir des intérêts divergents s'oppose à l'idéologie impérialiste ultra nationaliste. L'image du patron oeuvrant main dans la main avec ses ouvriers pour le bien de la nation se veut le modèle à suivre par tous. Les syndicats sont dissolus en 1940, même s'ils avaient déjà fortement diminué dans les années 1930 suite à cause de persécutions.

Les réformes changent le paysage économique et social du Japon durablement, par exemple en installant les *zaibatsu* sur le devant de la scène. On compte aussi parmi ces réformes quelques acquis sociaux, comme la mise en place de caisses de retraite dans les entreprises, d'un salaire à l'ancienneté, et surtout mensuel (avant cela, les employés étaient payés à la journée, et selon le bon vouloir de leur employeur). Ces lois sociales sont acceptées dans l'optique de la mobilisation générale et des idéaux impérialistes, les ouvriers étant tous des serviteurs de l'empereur.

Les réformes faites à l'époque du système financier sont toujours en vigueur aujourd'hui. Avant la deuxième guerre mondiale, le système financier japonais ressemblait au système occidental : il y avait de grandes entreprises aux mains de grandes familles, et des actionnaires, ce qui donnait un rôle important à la bourse. Le *Kikakuin*, pour s'assurer que les bénéfices engrangés par les entreprises vont au bon endroit, sont bien investis et réinvestis, limite le montant des dividendes distribués aux actionnaires. Il crée des relations privilégiées entre certaines banques et les industries. Ces banques sont obligées de financer des entreprises d'armement. Ce système d'investissement par des banques contrôlées par l'Etat est toujours de mise aujourd'hui, et l'actionnariat est limité.

2.3. La guerre du Pacifique.

A partir de 1941, le Japon entre dans une nouvelle phase de la guerre. En septembre 1940, *Matsuoka Yōsuke*, ministre des affaires étrangères, signe le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie, puis un pacte de neutralité avec l'URSS en avril 1941. Le gouvernement japonais est persuadé que ces pactes persuaderont les Etats-Unis et l'Angleterre de laisser libre cours à sa politique d'expansion en Asie. Mais il n'en est rien. Bien au contraire, en juillet 1941 les USA imposent un embargo sévère au Japon sur le pétrole et l'acier. Cet embargo met le Japon à mal, mais les troupes japonaises continuent leur avancée vers le sud de l'Asie, envahissent l'Indochine et s'embourbent en Thaïlande et Birmanie.

En octobre 1941, *Konoe* abandonne le pouvoir en faveur de son ministre des armées, le général ultra nationaliste *Tōjō Hideki*. Aussitôt à la tête de l'Etat, *Tōjō* décide d'attaquer les Etats-Unis sous prétexte de l'embargo. La marine attaque par surprise le 7 décembre 1941 la base militaire américaine de Pearl Harbor, sur l'île de Hawaï. Les Etats-Unis entrent à cette date dans la guerre. Le Japon justifie aujourd'hui encore cette attaque par l'embargo sur le pétrole et l'acier qu'il subissait à l'époque. Les forces japonaises envahissent ensuite les Philippines, l'Indonésie et les îles du Pacifique jusqu'à Midway, île située comme son nom l'indique à mi-chemin entre Japon et Etats-Unis. Les Etats-Unis sont pris de cours, mais à partir de mi-1942, ils contre-attaquent.

Le Japon a du mal à garder le contrôle des pays d'Asie du sud-est. Il les avait envahis au nom de *Daitōakyōeiken*, la « sphère de co-prospérité de la Grande Asie ». Le Japon se prétendait le devoir de libérer les peuples asiatiques de l'emprise des Occidentaux et de les rassembler sous sa coupe, dans une « sphère de copropriété asiatique ». Cette idéologie véhiculée par les théoriciens ultra nationalistes avait au départ séduit quelques-uns, en Inde notamment, mais l'occupation japonaise va se révéler autrement qu'idyllique, et les mauvais traitements que les populations locales vont subir de la part de l'armée vont retirer toute crédibilité à l'idéologie ultra nationaliste. Le Japon ne va pas réussir à mobiliser les ressources nécessaires pour une guerre qui dépasse ses moyens, les Etats-Unis étant à un niveau économique et militaire incomparable.

Les ressources japonaises s'épuisent. En juin 1942, premier tournant de la guerre du Pacifique, l'armée américaine inflige une défaite aux troupes japonaises sur l'île de Midway. A partir de ce moment, les Etats-Unis enchaînent les succès, et reconquièrent les îles du Pacifique. Autre victoire importante, en septembre 1942, à Guadalcanal, au large de la Nouvelle-Guinée. Les pertes humaines sont nombreuses, mais les combats suivants apportent des victoires sans trop de peine. En juillet 1944, les Etats-Unis prennent le contrôle de l'île de Saipan, à partir de laquelle ils vont pouvoir faire décoller leurs bombardiers qui vont aller pilonner les villes japonaises. Ces bombardements, notamment celui de *Tōkyō*, réduite en cendres, causeront plus de morts que les bombes atomiques de *Hiroshima* et *Nagasaki*. En avril 1945, les Marines posent le pied sur le sol d'*Okinawa*, qui va être le dernier théâtre d'une guerre sanglante. On assiste à de nombreux suicides collectifs de la population. Le général *Tōjō* démissionne dès la chute de Saipan. A la défaite d'*Okinawa*, un Premier ministre partisan de l'arrêt des hostilités arrive au pouvoir, l'amiral *Suzuki*. Mais les généraux ultra nationalistes refusent de quitter leur poste.

En août 1945, le président des Etats-Unis, Harry Truman, donne l'ordre de lâcher 2 bombes atomiques, une sur la ville de *Hiroshima* le 6 août et une sur la ville de *Nagasaki* le 9 août. Concernant *Hiroshima*, on dénombre 78 150 morts, 13 983 disparus, 9 428 blessés graves, 27 957 blessés légers, et de 62 000 à 90 000 maisons détruites. Sans compter les nombreuses morts qui découlent, des années après, des radiations. On a compté 7 fois plus de leucémies dans les populations soumises à la bombe atomique de *Hiroshima* et de *Nagasaki* que dans les autres villes japonaises. Ont-ils été indemnisés par les Etats-Unis ?

L'empereur capitule sans conditions. Sa capitulation est rendue publique le 14 août et signée le 2 septembre sur le cuirassé Missouri. S'ensuit la première occupation du territoire japonais, pendant 7 ans. L'occupation est une période de réformes intenses, d'inspiration démocratique.

VI. L'OCCUPATION AMERICAINE ET LES REFORMES DEMOCRATIQUES.

1. LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE ET LA NOUVELLE CONSTITUTION.

Pendant l'occupation, le Japon est gouverné par le SCAP (Supreme Commander of Allied Power), avec à sa tête le général Mac Arthur. Le SCAP regroupe en fait l'ensemble des forces alliées, mais ce sont réellement les Etats-Unis qui dirigent le Japon. Le 3 novembre 1946 est instituée une nouvelle constitution, radicalement différente de celle de 1889. C'est une constitution démocratique pour un Japon démocratique. L'empereur est dépouillé de sa souveraineté, mais il reste pour sa valeur symbolique. Cela s'explique par le fait que le Japon étant plongé dans une situation économique désastreuse, subissant le chômage et la famine, il parut nécessaire de garder l'autorité morale de l'empereur, qui s'est montré coopératif de surcroît. Il représente l'unité de la nation, mais renonce à son caractère divin et n'est plus le chef de l'Etat. A ce poste il y a le Premier ministre. Le pouvoir législatif appartient aux 2 chambres élues au suffrage universel des deux sexes. Les chambres sont la chambre des Représentants, chambre basse, et le Sénat, chambre haute, qui remplace la chambre des Pairs. Le Premier ministre est un membre de la Diète (ensemble des 2 chambres), choisi par celle-ci.

Les anciens sujets de l'empire japonais sont devenus des citoyens d'une démocratie. Leurs droits sont énumérés très largement dans la constitution de 1946. L'égalité des sexes est garantie, la noblesse supprimée, les principes d'un Etat providence sont définis clairement. L'article 25 affirme que chaque citoyen japonais a le droit à une vie culturelle et matérielle décente. C'est la fin du paternalisme de l'Etat. On ne raisonne plus en termes de faveurs accordées mais en termes de droits des citoyens. Dans la constitution, on sépare l'Etat et la religion, l'administration shintô est démantelée.

L'article 9 interdit au Japon d'avoir une force armée terrestre, navale et militaire, et indique que le peuple renonce à tout jamais à la guerre. Mais en revanche il peut se défendre en cas d'attaque. C'est ce qu'on appelle les forces d'autodéfense.

En plus de la mise en place d'une constitution démocratique, le SCAP réforme l'éducation. Pour Mac Arthur, l'éducation d'avant-guerre est un des facteurs du fanatisme. On instaure donc 9 ans d'école obligatoire, la création d'universités publiques, la révision complète du contenu des cours, et la suppression du contenu idéologique. Le contenu des manuels scolaires japonais fait toujours à l'heure actuelle l'objet de controverses. Les pays asiatiques accusent le gouvernement japonais d'atténuer sa responsabilité dans les nombreux drames de la période de l'ultra nationalisme. Au Japon, le syndicat des enseignants, le *Nikkyôso*, plutôt à gauche, allié au parti socialiste, lutte contre les manuels révisionnistes en usage dans certaines écoles. Si le *Nikkyôso*, par le passé, a pu empêcher une réforme de l'écriture (les Etats-Unis voulaient supprimer les *kanji*), ils sont aujourd'hui en perte de vitesse, et on a même vu récemment le drapeau *Hi no maru* et l'hymne *Kimigayo*, deux symboles ultra nationalistes, faire leur entrée fracassante dans les écoles.

Le gouvernement d'occupation est aussi à l'origine de deux réformes économiques qui eurent des répercussions sociales et démocratiques : la réforme agraire et le démantèlement des *zaibatsu*.

2. La réforme agraire et le démantèlement des *zaibatsu*.

En octobre 1946 est décidée la réforme agraire, une des plus importantes de l'après-guerre. Auparavant, du fait du *jinushiai*, la concentration des terres entre les mains d'un petit nombre, les métayers cédaient 60% des récoltes aux propriétaires, et les relations de types féodales dans ce milieu étaient contraires aux idéaux démocratiques. La population rurale étant en plus très nombreuse, c'était un grand nombre de Japonais qui vivaient dans ces conditions. La réforme agraire procède à la confiscation des terres et à leur redistribution. Ainsi, 36% des terres sont redistribuées à 80% de la population, à prix modique. A partir de ce moment, le Japon devient une nation de petits propriétaires. En 1950, seulement 5% des paysans ne sont pas propriétaires.

L'économie japonaise à la fin de la deuxième guerre mondiale est contrôlée en grande partie par les 4 grands *zaibatsu* que sont *Mitsui*, *Mitsubishi*, *Sumimoto* et *Yatsudo*. Leur domination a commencé pendant *Meiji* et ils renforcent leur pouvoir pendant la guerre. Au lendemain de la guerre, ils possèdent le quart du capital national et 60% de la construction navale, entre autres. Pour le SCAP, l'influence des *zaibatsu* est un obstacle à la démocratie. Ils demandent donc dès novembre 1945 au gouvernement japonais de dissoudre les *zaibatsu*. En réponse, le gouvernement *Yasuda* présente un plan de démantèlement. Les actions des sociétés holding des 4 *zaibatsu* doivent être vendues au public. Ensuite, les managers d'avant-guerre et les membres des grandes familles doivent renoncer à toute responsabilité dans les sociétés holdings. En plus de cela est votée en 1947 la loi anti-monopole censée empêcher les concentrations économiques excessives. Le gouvernement procède à une purge économique de grande ampleur, nombre de dirigeants vont démissionner. On assiste donc à un vide de pouvoir à la tête des grandes entreprises, ce qui favorise l'explosion du mouvement syndical.

La politique de démantèlement ne va pas être menée à son terme. En 1948, les Etats-Unis varient un tant soit peu leurs vues sur le Japon. Ils souhaitent s'en faire un allié fidèle dans la guerre froide. Cet objectif passe avant la bonne marche des réformes. En 1951, la purge est suspendue, les anciens managers reprennent le contrôle des entreprises. Les anciens *zaibatsu* se reconstituent en *keiretsu*. Les Etats-Unis laissent faire car ils veulent un allié puissant économiquement. Autre bémol, la mise à disposition des actions des *zaibatsu* au public n'a pas remporté le succès escompté. Les Japonais préférant s'acheter à manger ou reconstruire leur maison, ils n'ont pas d'argent pour des actions. Ce sont donc les banques des anciens *zaibatsu* qui rachètent les actions. Les entreprises font de même, dans une moindre mesure. C'est ainsi qu'apparaît un système d'actionnariat croisé, caractéristique des *keiretsu*. Les entreprises se rachètent entre elles dans le cercle de l'ancien *zaibatsu*, et c'est la banque, qui détient la majorité des actions, qui dirige de manière informelle le *keiretsu*. De cette manière, le *zaibatsu Mitsubishi* devient le *keiretsu Mitsubishi*, et pareil pour les autres.

Ces quelques années de réformes, entre 1945 et 1951, ont amené 2 acquis incontestables :

- C'est la fin du capitalisme familial : les grandes familles ne retrouvent pas le pouvoir, les institutions dominant, apparition du capitalisme bureaucratique. Une nouvelle génération d'industriels naît : *Honda*, *Matsushita* (Panasonic), etc...
- Une partie du pouvoir économique, avec l'affaiblissement de grands groupes, va être transféré entre les mains de l'administration du MITI (Ministry of International Trade and Industry) à partir de 1949.

Ces réformes vont être complétées par une réforme du droit du travail qui débouche sur une explosion du syndicalisme.

3. L'EXPLOSION DU MOUVEMENT SYNDICAL.

Le SCAP pense que l'entreprise, jusqu'en 1945, a été un des principaux vecteurs de la doctrine ultra nationaliste et du contrôle impérial. Ils souhaitent donc donner aux travailleurs leur autonomie, et élabore la loi sur les syndicats de 1945, la *Rôdôkumiaihô*. Cette loi assure aux travailleurs le droit de s'organiser, de se réunir et de faire grève. En 1947 est mis en place le code du travail *Rôdôkijunhô*. Il définit les conditions minimales de travail, les horaires, les salaires, les allocations de chômage, etc... C'est la première fois que des conditions minimales de travail ne sont plus considérées comme un bienfait mais comme un droit pour les citoyens d'une démocratie.

C'est l'explosion des syndicats : si avant la guerre 7% des salariés étaient syndiqués (5000 personnes), ils sont 50% en 1946, soit 5 millions de travailleurs syndiqués. En août 1946 est fondé le *Sanbetsu*, syndicat proche du parti communiste japonais. Ce syndicat mène des actions radicales qui font vaciller le système capitaliste dans les premières années. Il pratique le « contrôle de gestion », qui consiste pur les travailleurs à prendre le contrôle de l'entreprise et à s'autogérer. Le *Sanbetsu* est aussi à l'origine d'acquis sociaux comme la création de conseils de gestion, où discutent représentants des employés et représentants des employeurs. La ségrégation entre ouvriers et employés est abolie. Pour donner des critères objectifs à la distribution des salaires, on met en place le salaire à l'ancienneté, qui répond à un critère social de besoin : plus on vieillit, et plus on a de besoins (maison, éducation des enfants...).

Le mouvement syndical est intense mais de courte durée. Dès 1948, la contre-attaque des patrons se fait virulente, par un nouveau syndicat patronal, le *Nikkeiren*. Les Etats-Unis, déjà obsédés par la guerre froide, s'inquiètent de la radicalisation du mouvement syndical marxiste. Ils tentent de restreindre le mouvement, soutiennent le *Nikkeiren* et interdisent la grande grève du *Sanbetsu* de 1949. Ca n'empêche pas que les syndicats restent radicaux jusque dans les années 1960.

L'occupation alliée se termine en avril 1952. Les Etats-Unis rendent sa souveraineté au Japon, dans le cadre du traité de paix de San Francisco.

4. LE TRAITE DE PAIX DE SAN FRANCISCO ET LE TRAITE DE SECURITE AMERICANO-JAPONAIS.

Le traité de paix est signé le 8 septembre 1951, entre les grandes puissances. Ce traité dessine l'ensemble du système stratégique dans lequel le Japon va évoluer. Signé le même jour, le traité de sécurité américano-japonais a une grande influence sur la vie politique et économique du Japon. Cet accord bilatéral sera renouvelé en 1960 et 1970. Il permet à l'armée des Etats-Unis d'entretenir des bases importantes sur le territoire japonais. Ce traité fait du Japon l'allié le plus important des Etats-Unis en Extrême-Orient. Mais il remet en cause l'article 9 de la Constitution. Il va être la cible des critiques de la gauche japonaise. Dès 1949, le parti socialiste avait posé 3 principes pour la paix :

- Une paix construite sur un accord de paix global avec les anciens ennemis (jamais été fait).
- Une paix qui ne repose pas sur des accords militaires bilatéraux avec les Etats-Unis.
- Pas de bases militaires au Japon.

Ils souhaitent aussi la neutralité du Japon dans la guerre froide. Comme on le voit, ils avaient de quoi critiquer. En 1951, ils posent un quatrième principe : l'opposition au réarmement, en vertu de l'article 9 de la constitution. Au Japon, les conservateurs et les socialistes ont une vision fondamentalement différente de la paix. Les conservateurs restent très fidèles au traité de sécurité, car ils voient ce qu'ils ont à y gagner : transferts de technologie, tolérance envers le protectionnisme japonais, cours du yen sous-évalué jusqu'en 1985, investissements étrangers, etc...

Le Japon va bénéficier sur un plan économique de la guerre de Corée et du Vietnam. Les avions des forces américaines pour le Vietnam partent du Japon. Grâce au traité de sécurité, le Japon peut ne consacrer qu'une faible partie de son budget à la défense, étant donné qu'il est protégé par le parapluie nucléaire des Etats-Unis. Du coup, les savants japonais peuvent se consacrer pleinement à la recherche industrielle civile, ce qui développe l'économie.

VII. L'EMERGENCE D'UNE SUPERPUISSANCE ECONOMIQUE.

1. LE SYSTEME POLITIQUE DE 1955.

A partir des années 1950, le Japon devient une superpuissance grâce à un système politique économique et extérieur stable : le système politique de 1955. Depuis 1955 jusqu'en 1993, le Japon va être dirigé de manière continue par un même parti politique, le Parti Libéral Démocrate, *Jimintô*, issu des partis conservateurs d'avant-guerre que sont le *Minseitô* et le *Seiyûkai*. Ces 2 partis disparaissent pendant la guerre et réapparaissent en 1945 sous des noms différents, le *Shinpôtô* (parti du progrès) et le *Jiyûtô* (parti libéral). Le *Shinpôtô* va vite se trouver affaibli, car nombre de ses membres vont être purgés pendant l'occupation. Le *Jiyûtô*, lui, va connaître un grand succès. La figure de proue du parti se nomme *Yoshida Shigeru*, Premier ministre de 1946 à 1954. Entre mai 47 et octobre 48, les socialistes prennent le pouvoir, aidés des conservateurs, mais cette coalition n'a que peu d'influence. *Shigeru* mène la reconquête de l'autorité dans les entreprises et dans la vie publique. Il n'a pas de concurrent jusqu'en 1952, lorsqu'un certain nombre de « purgés » reviennent aux affaires et le chassent.

A partir de 1955, c'est le retour au pouvoir d'ultra conservateurs au passé chargé, dont *Hatoyama* (1954 – 1956) et *Kishi* (1957 – 1960). *Kishi* est un ancien criminel de guerre condamné au procès de *Tôkyô*. Ils mènent une politique réactionnaire, qu'on appelle *yakukosu*, le retour en arrière. Ils reviennent sur un certain nombre d'acquis, suppriment le droit de grève aux fonctionnaires, reprennent en main le système scolaire, interdisent aux professeurs toute activité politique. Les professeurs dépendent d'un système de notation. Le *Nikkyôso* lutte contre cette reprise en main. L'Etat renforce son pouvoir, le ministère de l'Intérieur est rétabli (ministère de l'autonomie locale), la police recentralisée. Enfin, ces gouvernements remettent en place une armée, à partir d'une police militarisée, qui deviendra la force d'autodéfense.

Cette politique réactionnaire autoritaire dure jusqu'en 1960, quand le gouvernement *Kishi* tombe à cause des manifestations populaires dues au renouvellement du traité de sécurité américano-japonais. A partir de ce moment-là, arrivent au pouvoir des conservateurs modérés, plus préoccupés par la reconstruction économique du pays que de politique. Parmi eux, citons *Ikeda Hayato* (1960 – 1964) et *Satô Eisaku* (1964 – 1972).

Le *Jimintô* est créé en 1955 à partir des 2 principaux partis conservateurs de l'époque, dont nous avons parlé plus haut. Par quels moyens le *Jimintô* a-t-il pu garder le pouvoir aussi longtemps malgré l'opposition importante ?

Le PLD entretient une clientèle fidèle, qui compte très peu de membres, mais dont la mobilisation est organisée par les *kôenkai* (comités de soutien). Ces comités locaux ne comptent pas moins de 10 millions de membres. Ils organisent pour leurs membres des excursions, des clubs sportifs, des colonies de vacances, etc... Mais les *kôenkai* c'est aussi un réseau pour trouver du travail, une bonne école, etc... Tout ça a un prix, les *kôenkai* coûtent cher. Le PLD arrive à réunir des fonds importants, avec le soutien des organisations patronales et des grandes entreprises. En échange de marchés publics (BTP), le PLD a toujours pu assurer la réélection de ses députés (système de pots de vin). Le PLD bénéficie en plus de la notoriété de ses candidats, issus de dynasties politiques influentes avant la guerre, ou notables, anciens fonctionnaires.

Le système politique de 1955, c'est aussi l'opposition. Les progressistes veulent le contraire des conservateurs du PLD. Ils veulent défendre l'intérêt des salariés face aux industriels, imposer une neutralité pour le Japon et un statu quo pour la Constitution.

Le clan progressiste se base sur le sentiment pacifiste très répandu parmi la population. En 1954 les partis de gauche ont fait signer une pétition contre les essais nucléaires des Etats-Unis dans le Pacifique, à l'origine de ce que la presse a appelé « l'incident de Bikini ». Des pêcheurs japonais en mouillage près du lieu des essais ont été irradiés. La pétition a récolté 20 millions de signatures. En 1959 – 1960, un million de personnes descendent dans la rue pour protester contre le renouvellement du traité de sécurité américano-japonais. Les progressistes n'ont jamais réussi à arriver au pouvoir à cause de leur orientation marxiste révolutionnaire.

Le PLD après la guerre a en fait en face de lui 4 partis d'opposition très différents. Le parti communiste, *Kyōsantō*, est stalinien pur (du moins au début), le parti socialiste, *Nihonshakaitō* est pour le non-alignement, le parti social-démocrate, *Ninshatō*, est centriste modéré, et le *Kōmeitō* parti à part, représentant la secte *Sōkagakkan*, dont le but est de convertir le monde entier à la philosophie de Nichiren.

Les thèmes pacifistes ne sont pas le seul fer de lance de l'opposition japonaise. Ils soutiennent aussi particulièrement les travailleurs. Ainsi, en 1960 pendant la manifestation contre le renouvellement du traité de sécurité, on soutient aussi les grévistes de la mine de *Miike* (grève de 1 an contre la tentative de reprise en main par la direction). C'est en fait la dernière grande grève, et elle est symbolique, les étudiants suivent les mineurs. Dans les années 1960 il y a aussi un grand nombre de manifestations contre la guerre du Vietnam. On proteste beaucoup contre le coût environnemental et social de la croissance (mouvements de victimes *higaishadō*, d'habitants *jūmindō*, de citoyens *shimindō*).

De son côté, pour contrer l'opposition, le gouvernement a toujours pris soin de présenter ses militaires comme une force d'autodéfense japonaise. Il faut attendre les années 1980 pour que le gouvernement remette en cause ouvertement l'article 9 de la constitution de 1946. Il y a aussi eu des tentatives de politique sociale de la part du parti dirigeant. Notamment à la fin des années 1950 et 1960, pour contrer l'effet négatif sur la population de la reconduite du traité américano-japonais. C'est ainsi que sont nés un système de retraite universel, un système d'assurance maladie universel, et un salaire minimum d'insertion.

A la fin des années 1960, la Diète a mis en place des lois antipollution très dures. En plus de cela, le gouvernement dispose d'une rhétorique antinucléaire assez élaborée. Il refuse la bombe nucléaire (ravive le souvenir de Hiroshima et Nagasaki). Mais le Japon n'en est pas moins numéro 2 mondial du nucléaire civil.

Enfin, le point fort du gouvernement en place reste sa politique économique particulièrement efficace. Au début des années 1980, le consumérisme a très largement érodé le sens de la contestation chez les Japonais. On assiste même à la naissance d'un néo-nationalisme, fierté d'un pays capitaliste.

2. L'EMERGENCE D'UN COMPROMIS SOCIAL « A LA JAPONAISE ».

C'est avant tout le mouvement productiviste. Le productivisme est une idée venue des Etats-Unis qui s'applique progressivement dans tous les pays très industrialisés. Quand l'idéologie de lutte des classes propose une découpe du gâteau en parts égales entre employeurs et salariés, le productivisme dit qu'en améliorant le rendement, on obtient un gâteau plus gros, et qu'importe la distribution. On met en place d'abord des 1947 – 1948 la répression des syndicats marxistes. La grève du *Sanbetsu* est interdite, et les syndicats patronaux ressuscitent. En 1950, c'est la grande « purge rouge » : les entreprises privées et publiques, avec l'aide des autorités d'occupation, bannissent littéralement du monde du travail plusieurs milliers de sympathisants communistes. La « chasse aux sorcières » s'étend en fait sur le territoire japonais. Les anciens responsables, qui avaient été purgés quelques années plus tôt pour leur fanatisme ultra nationaliste sont rappelés sur le devant de la scène. Les syndicats marxistes vont être remplacés par des syndicats plus coopératifs. Ce phénomène rencontre quand même une opposition, et des grèves très dures se succèdent en 1949, 1950. En 1959 – 1960, la fin de la grève de *Miike* annonce la défaite des syndicats les plus durs. Mais il y a aussi des « redditions » qui se passent plus calmement.

Finalement, il reste deux grands syndicats, aujourd'hui encore. Il y a le *Sôdômei*, renommé *Dômei* en 1964, qui regroupe les syndicats coopératifs, et le *Sôhyô*, groupement de syndicats militants. Ces deux syndicats s'opposent, mais dès 1960 le *Dômei* dépasse le *Sôhyô* en nombre d'adhérents. En 1955 est signé le contrat productiviste. Le *Sôdômei* accepte de collaborer avec un centre de recherche, le *Nihonseisanseihonbu* (centre de productivité japonais). Dans ce centre les syndicalistes et les chefs d'entreprise collaborent pour améliorer la productivité. Le *Sôdômei* demande en échange : une répercussion sur les salaires, des meilleures conditions de travail, plus d'emplois, des prix plus bas, l'indépendance de l'économie japonaise et un meilleur niveau de vie pour les salariés. Le *Sôhyô* refuse de participer au contrat productiviste, et met en place en réaction le *shuntô*, ou « offensive de printemps ». Le premier *shuntô* a lieu en 1956. Chaque printemps l'ensemble des syndicats membre du *Sôhyô* se met en grève et fait front uni contre le patronat. Dès la première année, ils obtiennent une forte augmentation des salaires. Le procédé continue jusque dans les années 1980, mais les acquis se font moins nombreux. Le mouvement productiviste porte ses fruits, et (à peu près) tout le monde à sa part du gâteau. Le système des cercles de qualité est mis en place, des groupes de travailleurs réfléchissent aux moyens d'améliorer la productivité. Le productivisme et le compromis social dominant dès les années 1950 et permettent ce qu'on appelle : le miracle économique.

3. LE MIRACLE ECONOMIQUE.

L'économie japonaise a subi une grave crise pendant la deuxième guerre mondiale mais se remet rapidement sur pied grâce à la guerre de Corée, en 1950 – 1953. Cela permet au Japon de sortir de la crise grâce aux ventes d'armes. Dès 1950, les exportations doublent, la production d'acier triple, et les réserves de changes quadruplent. Il y a ensuite une petite dépression, puis l'économie reprend jusqu'en 1973. La période qui s'étend entre 1962 et 1972 est particulièrement faste. Le PNB double une première fois entre 1960 et 1965, et une seconde fois entre 1966 et 1970. Pendant ce temps le taux de croissance du Japon est trois fois supérieur à celui des puissances occidentales. Le Japon est la deuxième puissance économique au monde. A partir de 1973 le taux de croissance redescend à 5%.

Le compromis social permet une sécurité vis-à-vis des syndicats et des grèves. L'Etat contrôle les investissements des entreprises, l'actionnariat est peu développé. Les banques font des prêts énormes aux entreprises dans le cadre des *keiretsu*. Ces prêts sont rendus possible par le fait que le taux d'épargne est très élevé, et surtout, la banque du Japon se porte garante des prêts, ce qui permet à l'administration de contrôler le financement des entreprises. L'Etat ne donne sa bénédiction qu'aux entreprises qui obéissent. L'Etat pousse les banques vers les entreprises du bois et de l'acier et l'industrie navale dans un premier temps, puis s'intéresse ensuite à l'électronique, à la pétrochimie et à l'automobile, secteurs de pointe.

L'Etat assied aussi son pouvoir sur le contrôle des échanges avec l'extérieur, favorise les entreprises japonaises en les protégeant du marché extérieur. Les Etats-Unis acceptent les pratiques protectionnistes en raison des rapports stratégiques entre les deux pays, même si les excès sont nombreux. Le gouvernement japonais interdit l'importation de certains produits. Le MITI est secondé dans sa politique protectionniste par les *sôgô shôsha*, grandes maisons de commerce, appartenant aux *keiretsu*. Chaque *keiretsu* possède en plus son propre système de distribution, ce qui fait que les entreprises étrangères sont obligées de passer par les *keiretsu*. La loi de 1950 sur les capitaux étrangers rend difficile l'achat d'actions d'entreprises japonaises par des étrangers.

L'Etat régule la concurrence entre les entreprises japonaises pour que les prix ne baissent pas trop, il intervient par des directives administratives, les *gyôseishidô*. Chaque ministère de tutelle entretient des relations très étroites avec leurs entreprises et les rappelle à l'ordre en cas d'excès. Dans le domaine des travaux publics le ministère à recours au *dangô* (concertation, ou marché truqué). C'est une réunion d'entreprises concurrentes avec un haut fonctionnaire pour un marché, ils sont souvent attribués par roulement.

L'Etat intervient largement dans les relations inter professionnelles, comme on a pu le voir avec les purges rouges, ou lors de grands licenciements. Il empêche le syndicalisme dans les petites et moyennes entreprises, ce qui permet une main d'œuvre flexible et donc un faible coût pour les grandes entreprises qui sous-traitent. C'est l'ensemble de ces facteurs qui permet au Japon d'être la deuxième puissance au monde.

4. L'ENVERS DU MIRACLE.

Le niveau de vie des Japonais a considérablement augmenté en 30 ans. Certes. Mais la pollution a changé le visage du Japon. Les accidents ont été nombreux dans les années 1960 et 1970. Citons l'exemple du village de pêcheurs de *Minamata*, dont les habitants ont été empoisonnés au mercure des années durant par les usines de *Chissô*, fleuron de l'industrie chimique. On reproche dans cette affaire et dans d'autres encore à l'Etat d'avoir laissé faire.

De même, la croissance s'est faite sans souci de l'aménagement du territoire et de la qualité de vie. On trouve très peu d'équipements collectifs dans les villes japonaises, pas de crèches, de HLM, de maisons de retraites. L'Etat a peu agi contre la spéculation immobilière. Les gens peuvent s'endetter une bonne partie de leur vie pour un tout petit bout de terre. Les pressions fiscales ont beau ne pas être élevées, le taux de natalité est parmi les plus bas du monde. Dans le Japon de l'après-guerre (d'aujourd'hui), élever un enfant coûte très cher. La sécurité sociale est basse. De manière générale, on pense que les intérêts privés des entreprises passent avant les divers aspects des besoins de la population.

CONCLUSION.

Entre l'arrivée du commodore Perry en 1853 et aujourd'hui, il y a deux ruptures importantes : *Meiji* par rapport à *Edo* et l'après-guerre par rapport à l'avant-guerre. Il y a aussi des constantes : priorité est donnée au développement industriel du pays. L'augmentation du niveau de vie de la population découle de la priorité donnée à l'industrie. Les intérêts de la société japonaise ne sont pas respectés de manière égale : des mouvements sociaux ont parfois obligé l'Etat à prendre en compte leurs besoins, mais c'est toujours une élite bureaucratique, économique et politique qui a eu le dernier mot. Depuis les années 1990, le compromis social à la japonaise est mis à mal. Un certain nombre de pratiques économiques et politiques se sont retournées contre la population. Le Japon est à la croisée des chemins et ne sait comment sortir du modèle de 1955. Le Japon est toujours dirigé par le PLD selon les mêmes procédés. Mais ça ne fonctionne plus aussi bien et le mécontentement de la population augmente.